

# Note d'information sur la troisième réunion globale du Forum politique pour le développement



La troisième réunion du Forum politique pour le développement (FPD) s'est tenue à Bruxelles les 17 et 18 mars 2015. Elle a réuni plus de 120 représentants d'organisations de la société civile (OSC) et d'associations d'autorités locales (AL) de différentes parties du monde, des États membres de l'UE, du Parlement européen, du Comité des Régions (CdR), de la Banque européenne d'investissement (BEI), du Service européen pour l'Action Extérieure (SEAE) et de la Commission. Les deux principaux thèmes à l'ordre du jour étaient la dernière Communication en date de la Commission sur « **un partenariat mondial pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable après 2015** »<sup>1</sup> sur lequel le **Commissaire Neven Mimica, Commissaire à la coopération**

**internationale et au développement**, a prononcé le discours d'ouverture, et la thématique de « **Création d'un environnement propice pour les OSC et les AL** ». Ces deux thèmes ont donné lieu pendant deux jours à des discussions passionnées qui ont permis à tous les participants d'échanger leurs points de vue pour mieux comprendre les enjeux.

**Mme Lotte Knudsen**, Directrice Développement humain et Migration, DG DEVCO, a présidé la session inaugurale, en soulignant la grande diversité d'acteurs représentés dans cet espace unique et innovant.

Dans son discours de bienvenue, M. **Fernando Frutuoso de Melo**, Directeur général de la DG DEVCO et président du FPD, a rappelé aux participants combien 2015 est une année cruciale en termes de développement, sachant que c'est à la fin de l'année que gouvernements et dirigeants devront trouver un terrain d'entente sur un nouvel agenda de développement. Il a souligné le rôle majeur joué par les OSC/AL, qui sont à la fois acteurs du développement et garants de la démocratie. Il a insisté sur leur rôle dans la mise en œuvre de ce nouvel agenda et des objectifs pour le développement durable (ODD) correspondants qui aboutiront à des mesures concrètes à l'échelle locale. Il a poursuivi en insistant sur la nécessité de soutenir les OSC/AL pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle et a fait référence aux mesures prises par la Commission depuis la dernière réunion du FPD en octobre 2014, comme la signature d'engagements stratégiques (FPA) avec 5 associations représentatives des autorités locales et le déploiement ultérieur de feuilles de route pour l'UE, permettant des engagements stratégiques avec les organisations de la société civile locale dans tous les pays bénéficiaires. Enfin, il a rappelé au public présent que 2015 a été déclarée année européenne pour le développement (AED), ce qui offre une occasion unique de mettre en lumière l'engagement de la Commission européenne à éradiquer la pauvreté à l'échelle mondiale.



**Mme Liga Andersone**, représentante de la Présidence lettone de l'UE, a mis l'accent sur les grands axes de la présidence de l'Union, à savoir l'agenda post-2015 et l'égalité hommes-femmes. Dans le même esprit, **M. Stephan Auer**, Directeur Général pour les Questions Internationales et Multilatérales au SEAE, a dit l'importance de l'année 2015, une année charnière pour le développement. « L'argent seul ne nous fera pas atteindre les objectifs fixés », a-t-il dit. Il a aussi évoqué la gouvernance, les droits de l'homme et les principes démocratiques comme des aspects clés des moyens de mise en œuvre non financiers. M. Auer a également insisté sur l'importance de la coordination entre acteurs européens. **Mme Jacqueline Moustache Belle**, Maire de Victoria, aux Seychelles, membre de Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) et coprésidente du FPD au nom des AL, a souligné la nécessité d'une vision innovante du développement humain pour éradiquer la pauvreté. Mme Moustache Belle a rappelé qu'un développement durable ne sera possible qu'au prix d'une approche intégrée réunissant tous les processus internationaux actuels (climat et finance). Elle a également

<sup>1</sup> COM(2015)44 final

exprimé sa préoccupation et son espoir de voir l'objectif n° 11 des ODD, « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables », figurer encore dans l'agenda de développement futur. Enfin, elle a accueilli favorablement l'idée d'un partenariat mondial pour le développement, en insistant sur la nécessité d'une approche multiple et d'un partenariat bâti au niveau mondial, régional, national et local. **M. Jorge Balbis, Secrétaire Général**, Asociación Latinomericana de organizaciones de promoción al desarrollo (ALOP) et Co-président du FPD au nom des OSC, a clôturé la session inaugurale en soulignant l'importance de 2015 comme année historique et cruciale et l'occasion unique de poser les bases du type de développement que « nous voulons ». Il a admis qu'il était difficile de coordonner les différents agendas internationaux ainsi que la multitude d'acteurs. Enfin, M. Balbis a exprimé le souhait de voir le FPD réunir les différents acteurs autour d'un large consensus, sans oublier personne.



Au cours de la **première session** sur le thème « **un partenariat mondial pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable après 2015** », le Commissaire au développement, **Neven Mimica**, a présenté la nouvelle communication, qui expose la vision de la Commission sur le partenariat mondial et les moyens de mise en œuvre nécessaires pour agir en conformité avec l'agenda post-2015. La Communication s'articule autour de trois grands axes : exhaustivité, universalité et implication des différentes parties prenantes. Même si l'UE demeure le premier donateur au monde, elle a vocation à être également le plus efficace. Conscient de la complexité de la situation actuelle, le Commissaire Mimica a exprimé le souhait de repenser la coopération pour le

développement de manière innovante, en tenant compte : de sources de financement innovantes, de nouvelles formes de partenariats et de systèmes de mesure et de surveillance adéquats. Ce discours a été suivi d'une table ronde animée par **M. Bruce Byiers** (ECDPM) avec la participation de **M. Pedro Silva Pereira, MPE**, Rapporteur chargé des finances et du développement, **Mme Tove Ryding** (Eurodad) et **M. Hans Janssen**, Rapporteur chargé du cadre post-2015 pour le CdR/Porte-parole du CCRE/PLATFORMA. Les intervenants ont été invités à réagir à la Communication et, avec les participants, à débattre ouvertement avec le Commissaire Mimica. Les débats ont porté essentiellement sur les priorités à prendre en compte lors des discussions et négociations à venir (ex. création d'emplois et travail décent, respect des droits de l'homme, approche territoriale et utilisation des ressources ; rôle du secteur privé et gouvernance).

Mme Knudsen a conclu la session matinale en rappelant l'importance d'entendre le point de vue et les préoccupations des participants et la nécessité de poursuivre ce dialogue également après le Sommet de septembre. Elle a dit que l'UE a entendu les appels répétés appelant l'UE à faire preuve de leadership, et est revenue sur les mots du Commissaire déclarant « que l'Union restera un puissant partenaire de développement au fil des discussions sur les ODD, dans le but d'aboutir à un programme de transformation qui exige la participation de tous pour réussir ».

Pour animer les discussions des groupes de travail sur les « Moyens de mise en œuvre », les acteurs ont partagé leurs opinions et leurs points de vue sur le sujet. Parmi les thèmes clés relatifs aux moyens de mise en œuvre on peut citer : travail décent, dialogue social, investissement, cadre réglementaire et juridique renforcé, cohérence politique, sources de financement innovantes, approche participative, indicateurs et responsabilité. Les intervenants ont souligné la nécessité de veiller à ce que les ressources financières aillent effectivement vers les plus démunis. Enfin, un bref retour d'information sur les échanges avec l'événement **Secteur privé** organisé par la Direction de la croissance et



du développement durable qui s'est tenu la veille du FPD a été donné par **M. Frederick Muia** de l'Organisation internationale des employeurs, pendant lequel il a également été question des moyens de mise en œuvre. Les discussions au sein des groupes de travail ont permis aux participants de recentrer les débats sur les thèmes des infrastructures de biens et services sociaux publics, des sources de financement innovantes et des partenariats pour le développement, avec pour objectif d'échanger les bonnes pratiques, de comprendre les points de blocage et d'élaborer des arguments pour les discussions se rapportant au cadre post-2015. Les aspects

essentiels abordés ont été (i) la mise en œuvre, (ii) la prévisibilité (en termes de respect des engagements politiques et de la fiscalité), (iii) les cadres (responsabilité, surveillance et réglementation) et le rôle de l'État.

**La deuxième journée du FPD a été consacrée à la création d'un environnement propice (EP)** pour les OSC et les AL. Présidée par **Mme Izabella Toth**, de la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement (CONCORD), et par **M. Jean-Pierre Elong Mbassi**, CGLU Afrique, la session a donné un aperçu des perspectives de création d'un environnement propice, respectivement du point de vue des organisations de la société civile (M. Mabala) et des autorités locales (M. Bah).

La Commission européenne a présenté son travail de promotion d'un environnement propice à travers sa feuille de route pour l'engagement auprès des OSC, puis l'expérience tirée du Réseau des OSC arabes, du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) et du Groupe de travail sur l'efficacité des OSC. Le rapport de CONCORD sur l'engagement réciproque entre les délégations de l'Union et les OSC a été présenté.

Les participants se sont répartis en petits groupes pour échanger des expériences et des recommandations sur la façon de travailler ensemble pour rendre un environnement plus propice. La session a confirmé les intérêts communs des AL et des OSC, en termes de processus internationaux et à l'échelle locale. Tous se sont accordés à dire que, pour faire progresser la collaboration entre les AL et les OSC, il était vital d'établir un climat de confiance et de responsabilité réciproque entre eux et avec les gouvernements centraux, et de favoriser les coalitions locales pour le développement durable.

Les participants ont également pu entendre une présentation sur **PROSPECT**, le système de demande de subventions en ligne. Enfin, DEVCO B2 a rendu compte de la consultation sur le document de travail MAPP 2015-2017.

**Mme Rosário Bento Pais**, Chef de l'Unité Société civile et Autorités locales, DG DEVCO, a conclu le 3<sup>ème</sup> FPD en soulignant l'importance du Forum comme plateforme propice au dialogue et aux échanges pour la Commission et les acteurs clés tels que les OSC et les AL. Pour aller plus loin dans la collaboration entre les différents acteurs, Mme Bento Pais a insisté une nouvelle fois sur les valeurs de confiance et de responsabilité réciproques, que la Commission continuera de renforcer. Elle a reconnu combien il était difficile et complexe pour tous les acteurs que les différents volets des négociations se déroulent en 2015, mais a également souhaité regarder plus loin en évoquant la nécessité de poursuivre le dialogue post-2015 pour la mise en œuvre de l'agenda. Elle a conclu en disant : « Le FPD constitue un environnement unique que nous devons exploiter ensemble pour relever les défis futurs qui nous attendent dans le cadre de l'agenda post-2015 ».



La prochaine réunion régionale du FPD aura lieu à Bangkok les 24-25 juin 2015.

**Toutes les présentations sont disponibles sur CISOCH**

[https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Forum\\_politique\\_pour\\_le\\_d%C3%A9veloppement](https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Forum_politique_pour_le_d%C3%A9veloppement)

**Plus d'informations disponibles également sur C4D :** <http://capacity4dev.ec.europa.eu/policy-forum-development>

**Suivez-nous sur Twitter :** #GlobalIPFD